

ROCARD, MAUROY, MITTERRAND, LE TRIO MAGIQUE ?

Pierre-Emmanuel Guigo

06/06/2016

Dans une troisième partie de la journée d'études « Pierre Mauroy et François Mitterrand, une longue histoire (1965-2013) » organisée le 19 juin 2015 à Lille, Pierre-Emmanuel Guigo revient sur les relations entre Pierre Mauroy, François Mitterrand et Michel Rocard de 1988 à 1991.

Le triennat de Michel Rocard comme Premier ministre (1988-1991) reste dans les mémoires comme un moment plutôt positif, tant pour l'ancien chef du gouvernement que pour François Mitterrand. Selon un sondage BVA pour *Aujourd'hui en France* en juin 2013, Michel Rocard est le troisième Premier ministre préféré des Français avec 65 % d'opinions favorables, talonnant Pierre Mauroy à 66 % et Pierre Bérégovoy à 65 %. Il est toutefois le seul de ce trio de tête à être resté populaire tout au long de son exercice. Quant à François Mitterrand, il atteint durant toute la période des records de popularité, avec une moyenne de 55 % d'opinions favorables et un pic à 65 % en février 1991¹.

Chacun des trois acteurs qui nous intéressent – Pierre Mauroy, François Mitterrand, Michel Rocard – semble, durant cette période, avoir donné le meilleur de lui-même et occupé le poste qu'il souhaitait. Michel Rocard gère les problèmes de la France – et affirme *a posteriori* dans sa dernière biographie que Premier ministre est une fonction plus enviable que celle de président de la République² –, alors que François Mitterrand guide le gouvernement et s'occupe de l'international. Quant à Pierre Mauroy, il dirige le parti comme il l'avait rêvé³ et se fait le conciliateur, jonction entre le président et le Premier ministre⁴. En effet, les relations entre François Mitterrand et Michel Rocard sont mauvaises depuis les années 1960. Du PSU à la conquête de l'investiture PS de 1981, en passant par Mai 68, les deux hommes ont souvent été adversaires.

Peut-on dès lors considérer que ce jeu à trois bandes a formé un trio magique pour assurer les destinées du pays ? Avec cette étude, nous poursuivrons également trois objectifs.

Nous analyserons l'évolution du rapport entre le parti et le pouvoir. Comme l'ont souligné Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, il s'agit d'un véritable enjeu pour un PS toujours mal à l'aise dans l'exercice du pouvoir⁵. La question se pose avec d'autant plus d'importance que le gouvernement ne

bénéficie durant cette période que d'une majorité relative et que le président de la République a choisi d'intégrer des ministres d'« ouverture ». L'étude du rapport entre nos trois acteurs nous permettra d'analyser le rapport du PS au pouvoir au travers de son porte-voix, Pierre Mauroy, face à ces configurations spécifiques.

Cela nous amènera aussi à questionner le rôle du parti dans la décision publique. Joue-t-il encore un rôle de promotion des mesures ou est-il supplanté par l'opinion publique mesurée par les sondages ?

Enfin, l'étude de ces trois leaders et de leurs interactions nous permettra également de prendre en compte la personnalisation de plus en plus prégnante au sein du PS, dans un parti qui l'a longtemps refusée.

Nous nous appuierons pour cela sur un large corpus rassemblant les archives de Michel Rocard (1988-1991) au sein du fonds 680AP des Archives nationales, les dossiers de presse de la Fondation Jean-Jaurès consacrés à Pierre Mauroy, ceux de Sciences Po consacrés à Michel Rocard et François Mitterrand, sans oublier leurs interventions télévisées conservées à l'INA.

Dans un premier temps, nous interrogerons l'image de rassembleur construite par Pierre Mauroy, puis tenterons de mieux éclairer les intérêts divergents de chacun des acteurs. Enfin, nous verrons que Pierre Mauroy penche plus vraisemblablement du côté de l'Élysée et que son soutien au gouvernement s'avère partiel et temporaire.

Pierre Mauroy, le rassembleur ?

Michel Rocard : « l'ami de trente ans »

Michel Rocard et Pierre Mauroy entretiennent des relations anciennes. Ils se connaissent depuis 1953, date à laquelle Michel Rocard dirige les Étudiants socialistes unifiés et Pierre Mauroy les Jeunesses socialistes. Ils ont partagé nombre de combats de jeunesse, comme la tentative de contestation interne face à la position du parti sur la guerre d'Algérie. Mais Pierre Mauroy maintient sa fidélité au parti et ne rejoint pas la scission PSA en 1958 (qui deviendra PSU en 1960).

Si Michel Rocard ne cesse de se réaffirmer socialiste afin de faire oublier cette parenthèse PSU, Pierre Mauroy n'en a pas besoin. Il incarne le PS et son histoire à lui seul. Malgré cet éloignement, les deux hommes restent en contact. Pierre Mauroy joue d'ailleurs un rôle clé dans le retour de Michel Rocard et d'environ un tiers des membres du PSU au sein du nouveau PS lors des Assises du

socialisme en 1974.

Le rapprochement entre les deux leaders socialistes s'accroît en 1979, lorsque tous deux sont mis en minorité dans le parti par le courant Mitterrand. Chacun à sa manière tente d'incarner un nouveau visage du PS et de proposer une alternative à l'Union de la gauche. Mais Pierre Mauroy ne va pas jusqu'au bout et refuse de s'allier officiellement avec Michel Rocard pour donner le coup de grâce à François Mitterrand.

Toutefois, en 1988, on est loin de ces relations étroites entre les deux hommes. Pierre Mauroy a été Premier ministre de François Mitterrand durant trois ans. Il a conduit une politique qui n'a pas toujours été du goût de Michel Rocard. Pierre Mauroy, de son côté, a peu apprécié la contestation sourde de son ministre du Plan, qui a prôné une dévaluation dès la prise de fonction et a rejeté le monétarisme lors du « tournant de la rigueur ». De plus, l'élaboration du Plan lui paraissait trop pessimiste.

Les deux hommes sont donc liés par une amitié personnelle, sans aucun doute, mais leur amitié politique comporte des trous.

François Mitterrand : le héros de la gauche

Nous n'entendons pas ici ajouter d'éléments nouveaux sur les relations entre Pierre Mauroy et François Mitterrand avant notre période. Nous invitons le lecteur à prendre connaissance des interventions qui précèdent. Pierre Mauroy est à l'évidence fidèle à François Mitterrand comme leader et rénovateur du socialisme français même si, comme nous l'avons montré, les rapports ont parfois été tendus entre les deux hommes, comme en 1979.

Après 1981, Pierre Mauroy a plus que jamais besoin de François Mitterrand. C'est le cas de tous les socialistes, mais de lui plus encore, puisqu'il est étroitement associé à ce dernier par ses trois années passées à Matignon. Il ne peut se prévaloir d'une identité spécifique comme Michel Rocard. S'il veut peser à terme, il doit absolument maintenir de bonnes relations avec le président.

Il doit également se construire une image de rassembleur. Il peut notamment s'appuyer sur sa capacité à concilier les différents points de vue au sein du PS. Comme en 1974, il tente à la tête du PS de faire la liaison entre François Mitterrand et Michel Rocard.

Mais, à partir du 14 mai 1988, devenu dirigeant du principal parti de la majorité, il cherche à conserver au PS son identité propre, afin d'éviter la marginalisation qu'il a subie en 1981-1986. Élu difficilement face à Laurent Fabius, proche du président et hostile au Premier ministre, il doit

également donner des gages et montrer sa fidélité à un président suspicieux et à une aile gauche mécontente.

On voit donc que Pierre Mauroy n'est plus nécessairement le rassembleur dans ce triangle. Les relations s'avèrent même parfois tendues entre Matignon et Solférino. Au printemps 1990, les rocardiens tentent ainsi de promouvoir Michel Delebarre comme Premier secrétaire du PS contre Pierre Mauroy, ce qui leur vaut un rappel à l'ordre. Chacun des trois acteurs a en effet sa propre carte à jouer.

Des intérêts divergents

Michel Rocard : se maintenir le plus longtemps possible

Pour Michel Rocard, le but est de se maintenir à la tête du gouvernement le plus longtemps possible, afin de prouver à tous ses capacités. Par ailleurs, une longévité sans impopularité jusqu'à la présidentielle de 1995 lui permettrait de s'imposer naturellement comme le candidat PS.

En outre, le Premier ministre est contraint de gouverner avec une majorité relative. Il doit faire des concessions en permanence et, par sa politique, éviter de brusquer les centristes. Ceux-ci peuvent en effet lui être un appoint nécessaire pour faire passer ses projets de loi et éviter les motions de censure. Enfin, sa cote à l'intérieur du parti est faible. Il n'a jamais dépassé un tiers des suffrages internes. Pire, l'antirocardisme est souvent le seul moyen de souder une majorité mitterrandiste au sein d'un parti de plus en plus divisé. Alors, au parti dont il sait qu'il ne peut attendre qu'un soutien distant, il préfère l'opinion publique. Il le théorise même dans son discours de Joué-lès-Tours en 1990.

Pierre Mauroy : relancer son leadership au sein du PS

Pierre Mauroy souffre depuis 1984 d'une forte impopularité. Il est en outre fragilisé par son conflit en 1988 avec Laurent Fabius pour la conquête du parti. François Mitterrand lui en conservera une inimitié prolongée⁶. Pierre Mauroy doit donc rester libre à l'égard du gouvernement afin de montrer sa pleine fidélité à l'Élysée et contenir les attaques fabiusiennes. Durant toute cette période, il se distingue par des interventions ancrant le PS à gauche et critiquant une politique trop peu sociale. Toutefois, il ne peut contester ouvertement les positions du gouvernement. Il fait donc preuve d'un soutien distant durant ces trois ans.

Un soutien distant

Critique de l'ouverture

Pierre Mauroy critique d'abord l'« ouverture », c'est-à-dire l'intégration au sein du gouvernement de personnalités politiques venant du centre ou de la droite – Jean-Pierre Soisson, Michel Durafour, Jean-Marie Rausch, Jacques Pelletier, Lionel Stoléru pour les plus connus. Il rejette une campagne législative « molle⁷ ». Il est d'ailleurs de ceux qui parviennent à infléchir la position du président en faveur d'une campagne plus agressive à l'égard de la droite en vue du second tour. Il estime l'arrivée de ministres extérieurs à la majorité trop large et trop floue. À ses yeux, cette « ouverture » affaiblit le PS. L'élu du Nord reste en effet favorable à l'Union de la gauche et tente de maintenir les liens avec le PCF.

Une politique jugée trop peu sociale

Surtout, Pierre Mauroy anticipe la critique qui amènera François Mitterrand à se séparer de son Premier ministre : le manque de politique sociale dans l'action du gouvernement. Cette critique, il la porte tout au long du triennat.

Le Premier ministre se veut en effet fidèle aux grands équilibres budgétaires et craint, dans une période économique favorable (retour de la croissance, déclin du chômage), de redistribuer trop largement, au risque d'enrayer cette embellie économique. Une telle position peut étonner quand on sait que Michel Rocard a fait du monétarisme l'une de ses bêtes noires. Mais il n'est pas seul décideur de la politique économique. Il doit bien sûr rassurer le centre, qui lui apporte occasionnellement ses suffrages, mais aussi se concilier son ministre de l'Économie et des Finances, Pierre Bérégovoy. Celui-ci, qui bénéficie du soutien de François Mitterrand, est favorable au maintien des grands équilibres budgétaires.

Pierre Mauroy déplore cette position et parle d'une « période molle, parce qu'il était visible que Michel Rocard éprouvait des difficultés à reprendre son souffle. Il hésitait sur la suite. À vrai dire, dès ce moment, conséquence des ambiguïtés sur l'ouverture, se posait sans être tranché un débat sur la nature du socialisme. Moi je me prononçais pour un socialisme de transformation, contre un socialisme de gestion⁸ »

Très tôt, il propose de rompre avec cette politique de rigueur et conteste l'avis du Premier ministre, qui déclare en novembre 1988 : « L'heure n'est peut-être plus de gérer la rigueur, mais il faut toujours gérer avec rigueur⁹. » Pierre Mauroy réclame une meilleure répartition des fruits de la

croissance et demande à Michel Rocard un « douzième travail d'Hercule¹⁰ ».

Le premier secrétaire du PS se fait surtout le défenseur des intérêts de la base électorale du PS. Ainsi, il rejette l'idée proposée par le chef du gouvernement d'une loi sur le service minimum, alors que la France fait face à des blocages dans les transports (décembre 1988¹¹).

Lors de la discussion difficile entre le PS et le gouvernement sur le budget 1990, il en vient justement à définir cette relation sans concession entre le Premier ministre et le premier secrétaire du PS : « On a dit : les socialistes se sont disputés avec le gouvernement. Que les choses soient claires. Les socialistes ont dit à leur gouvernement : 'Ça ne peut plus durer.' Dans un pays où il y a cette odeur d'argent, maintenant que la croissance est revenue [...] il est indispensable de faire une politique de justice sociale [...]. Ce gouvernement est le nôtre. Il travaille bien. Mais je n'ai pas deux langages. Je suis le premier secrétaire d'un parti qui soutient le gouvernement de Michel Rocard. Mais je ne suis pas, pour autant, le premier secrétaire d'un parti godillot. Je ne suis pas le premier secrétaire d'un parti qui dit amen, qui donne un blanc-seing à un gouvernement.¹² »

Un soutien fort et indéfectible dans les moments de crise

Toutefois, les critiques ne pleuvent pas en permanence. Le PS a intégré la difficulté de l'exercice du pouvoir. Il sait qu'il ne peut jouer en permanence contre le gouvernement s'il ne veut pas se perdre lui aussi. Face aux crises, le parti s'unit le plus souvent. Surtout, Pierre Mauroy apporte un soutien fort et indéfectible au Premier ministre.

Lors des négociations en Nouvelle-Calédonie, qui marquent l'arrivée du Premier ministre, Pierre Mauroy est très présent. Il défend aux côtés de Michel Rocard le oui au référendum, alors que le président se fait plus discret. À chaque motion de censure, Pierre Mauroy intervient à la tribune de l'Assemblée pour défendre le Premier ministre et son gouvernement¹³. De même, lorsque le Premier ministre doit faire face à une violente fronde tant à droite, au centre qu'au sein même du PS à propos de la loi sur la Contribution sociale généralisée (CSG), c'est à nouveau Pierre Mauroy qui vient défendre Michel Rocard. Il rejette ceux qui caricaturent le Premier ministre au PS et rappelle à l'ordre Jean-Luc Mélenchon qui a fait paraître dans son bulletin *À gauche* un dessin représentant Michel Rocard s'appropriant le discours du FN et du RPR¹⁴.

Enfin, pendant la guerre du Golfe, le secrétaire général du PS, comme l'ensemble du parti, fait front et tait toute critique à l'égard du gouvernement. Mais, une fois le conflit terminé, des rumeurs courent sur le départ du Premier ministre. Et cette fois, Pierre Mauroy fait preuve de sa fidélité à l'Élysée en soulignant qu'un remaniement est nécessaire au bout de trois ans pour redonner une

impulsion¹⁵.

Conclusion

Au terme de cette étude, nous voyons que, loin des récits rapportés par les acteurs, les relations entre les trois hommes furent tendues et marquées par des intérêts divergents. Pierre Mauroy ne fut pas seulement le rassembleur dont il a voulu par la suite présenter l'image. Il a tenté à certains moments de concilier les points de vue présidentiels et du chef du gouvernement – encore que les archives ne soient pas très explicites à ce propos. Mais sa position penchait du côté de François Mitterrand, avec lequel il avait besoin de renouer des relations fortes pour se maintenir à la tête du PS.

Toutefois, si l'on peut constater la permanence de la contestation des positions gouvernementales au sein du PS, cette critique reste constructive et ne menace pas le gouvernement. Il est intéressant de noter que le registre de relations parti-gouvernement qui se met alors en place est celui encore utilisé aujourd'hui.

On voit par ailleurs que le parti reste à l'époque un enjeu majeur. Même si Michel Rocard semble privilégier l'opinion, il n'en garde pas moins un œil sur le PS. Pour Pierre Mauroy et François Mitterrand, il est capital de conserver leur pouvoir en son sein. Et c'est cette lutte pour l'hégémonie au sein du parti qui mène à la bataille de Rennes en 1990.

Bibliographie

Jacques Attali, *Verbatim III*, Paris, Fayard, 1995.

Pierre Favier et Michel Martin-Roland, *La Décennie Mitterrand*, tome III, « Les défis », Paris, Seuil, 1998.

Pierre Mauroy, *Vous mettrez du bleu au ciel*, Paris, Plon, 2003.

Pierre Mauroy, *Ce jour-là*, Paris, Michel Lafon, 2012.

Pierre Mauroy, *Une vie socialiste : entretiens avec Michèle Cotta*, Fondation Jean-Jaurès, 2013.

Michel Rocard, *Si la gauche savait. Entretiens avec Georges-Marc Benamou*, Paris, Robert Laffont, 2005.

Michel Rocard, *Si ça vous amuse. Chroniques de mes faits et méfaits*, Paris, Flammarion, 2010.

1. *Cote des présidents de la République*, TNS Sofres.

2. Michel Rocard, *Si ça vous amuse. Chroniques de mes faits et méfaits*, Paris, Flammarion, 2010, chapitre 12 : « Mieux que président : Premier ministre ».

3. Pierre Mauroy, *Vous mettez du bleu au ciel*, Paris, Plon, 2003, p. 340.
4. *Ibid.*, p. 350.
5. Voir Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, *L'Ambition et le remords. Les socialistes français et le pouvoir (1905-2005)*, Paris, Fayard, coll. « L'espace du politique », 2005.
6. Pierre Mauroy, *op. cit.*, p. 344.
7. *Ibid.*, p. 340.
8. *Ibid.*, p. 344.
9. Dossiers de presse Pierre Mauroy, Fondation Jean-Jaurès, Dépêche AFP, 17 novembre 1988.
10. *La Croix*, 1^{er} septembre 1989. Jean-Paul Huchon a en effet présenté, à la rentrée des rocardiens quelques jours avant, les onze travaux que le gouvernement doit accomplir dans les mois à venir, programme aussitôt baptisé par les médias « Les douze travaux d'Hercule-Rocard ».
11. *Le Monde*, 7 décembre 1988.
12. *Le Monde*, 22 octobre 1989.
13. Dossiers de presse de Pierre Mauroy, Fondation Jean-Jaurès, interventions de Pierre Mauroy à l'Assemblée nationale le 29 juin 1988, le 9 mai 1990 et le 19 novembre 1990.
14. *Le Monde*, 12 juin 1990.
15. Dossiers de presse de Pierre Mauroy, Fondation Jean-Jaurès, déclaration sur Radio J, 14 avril 1991.